



FRANCE

Les professeurs de classes préparatoires s'inquiètent pour l'avenir de la filière

Les associations d'enseignants de classes préparatoires appelaient à la grève, lundi, en réaction à l'annonce de plusieurs mesures de fermeture.

C'est « une remise en cause du modèle des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) », protestent les six associations d'enseignants représentatives de la filière qui appelaient à manifester et à faire grève lundi. A Paris, 1.500 personnes ont manifesté entre la place de la Sorbonne et le ministère de l'Éducation nationale, selon le SNALC, qui s'était joint à l'appel à la grève avec la FSU, FO et la CGT.

L'étincelle est partie de l'académie de Paris, avec l'annonce de la fermeture de 4 classes préparatoires, le mois dernier, dans les lycées Jacques-Decour, Pierre-Gilles de Genes, Lamartine et Chaptal. « Une autre classe a été très fortement menacée sans raison à Rennes », selon les associations de professeurs.

« Cette mobilisation doit être forte pour faire échouer ces projets de fermeture qui [...] en susciteront d'autres », avaient alerté les enseignants. Pourquoi fermer une classe préparatoire pleine, avec 47 élèves et 38 % de boursiers, qui joue le rôle d'ascenseur social, s'interrogeait le mois dernier Alain Joyeux, président de l'Association des professeurs de classes préparatoires économiques et commerciales, dans le média spécialisé « News Tank ». « Si on ferme des classes pleines, alors personne n'est à l'abri, tout est possible », redoute-t-il.

De son côté, le rectorat de Paris avance qu'environ 1.500 places sont

vacantes dans la filière, et qu'il préfère réfléchir à de nouvelles classes préparatoires, destinées notamment à des bacheliers professionnels. Comme ces ouvertures de classes sont financées à moyens constants, il en ferme d'autres.

Le rectorat a aussi lancé une expérimentation de classe préparatoire avec le lycée Henri-IV et l'université PSL pour former de futurs professeurs des écoles à bac+3, dans le sillage de la réforme à venir du concours enseignant. Pourquoi pas, mais cela n'a rien à voir avec le modèle actuel des classes préparatoires, s'inquiètent les enseignants grévistes.

Le ministère de l'Éducation nationale n'a pas communiqué de chiffres de participation. Mais derrière la mobilisation se pose la question de l'avenir de la filière. Si les effectifs de certaines classes évoluent à la hausse, le ministère de l'Enseignement supérieur faisait néanmoins état d'un effectif global en baisse de 2,6 % à la rentrée 2022 par rapport à la situation un an auparavant.

C'est ce qui a conduit l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la jeunesse à rédiger un rapport pour faire un état des lieux de la filière – une première. Transmis aux ministres de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur, il n'a pas encore été rendu public.

« Pas de projet masqué »
« Avant, quand on était un très bon

élève, on faisait une classe préparatoire, il y avait une forme d'évidence », explique l'un des auteurs, Olivier Sidokpohou. Mais la concurrence de l'enseignement supérieur privé, des bachelors des grandes écoles, des filières sélectives de l'université et l'attrait de l'international ont changé la donne. Pour autant, « il n'y a pas de projet masqué ni d'objectif caché, personne n'a l'intention de toucher au modèle », confie Caroline Pascal, à la tête de l'inspection générale, tout en évoquant « des réflexions sur le modèle » des classes préparatoires.

« C'est un système d'excellence qu'il convient de défendre, il faut voir quels sont les leviers pour réactiver l'attractivité de ces classes. On ne défendra pas les classes préparatoires en niant le contexte qui les entoure, ajoute-t-elle, il faut voir comment permettre à cette filière de continuer à exister. On n'est pas en train de tuer une filière, mais de la maintenir, en tenant compte d'une forme de désaffection des élèves. »

Des évolutions font grincer des dents, comme la multiplication des cycles pluridisciplinaires d'études supérieures (CPES), à mi-chemin entre la classe préparatoire et l'université. « C'est normal qu'il y ait de l'innovation et de nouvelles offres, sans qu'il y ait de plan anti-CPGE », glisse Olivier Sidokpohou.

Comme piste d'évolution, cer-





tains évoquent aussi la possibilité d'en faire des filières à capacité limitée, comme pour les études de médecine. Autrement dit, s'il y a 48 places, d'utiliser toute la liste des candidats pour remplir les classes, sans appliquer les règles de sélectivité qui limitent aujourd'hui les effectifs de certaines classes en deçà des 48 élèves. Un sujet extrêmement sensible pour les enseignants.

— M.-C. C.

L'étincelle est partie de l'académie de Paris, avec l'annonce de la fermeture de 4 classes prépas, le mois dernier.

